Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

RAPPORT D'ACTIVITÉ DES SERVICES DE L'ÉTAT DANS L'OISE

2016

ASSURER LA SÉCURITÉ DE TOUS

Lutter contre la menace terroriste 6
Garantir la sécurité publique 8
Faire progresser la sécurité routière 10
Garantir la protection des populations contre les risques naturels et technologiques ... 11
Protéger le consommateur 12

PROMOUVOIR L'EMPLOI ET DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE

Mobiliser les dispositifs et les acteurs pour l'emploi dans l'Oise 15
Développer la formation professionnelle 17
Soutenir l'agriculture 18

RÉAFFIRMER LA CITOYENNETÉ, LE BIEN-VIVRE ENSEMBLE ET LA COHÉSION SOCIALE

Réaffirmer la citoyenneté 21
Rendre hommage et commémorer 22
Lutter contre les discriminations 23
Renforcer la solidarité entre les générations 24
Renforcer la solidarité envers les plus démunis 25
Promouvoir les valeurs républicaines dans l'école 26

GARANTIR L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES

Redynamiser les espaces ruraux 29
Aménager durablement le territoire 30
Poursuivre la politique de la ville 31
Protéger et valoriser les territoires 33

MODERNISER L'ACTION PUBLIQUE

Simplifier la carte territoriale 37
Moderniser l'administration 38

Directeur de la publication :
Didier Martin, Préfet de l'Oise
Conception et réalisation :
Préfecture de l'Oise, Service de presse
Crédits photos :
préfecture de l'Oise
Maquette et mise en page :
Benoit Delaite – www.atelier-db.com
Impression :
Polyservices

Juin 2017

ÉDITORIAL

Je vous adresse avec plaisir ce document qui présente de manière synthétique quelques-unes des actions emblématiques réalisées par les services de l'État dans le département de l'Oise en 2016. Ces actions – même si la liste n'est évidemment pas exhaustive – témoignent de l'implication constante et forte des agents de l'État au service de nos concitoyens, que ce soit sur le front de la sécurité, de l'emploi, de la cohésion sociale, de l'aménagement durable du territoire et de la modernisation de la sphère publique.

L'État s'est engagé fortement en 2016 pour assurer une protection sans faille de tous contre le terrorisme et la délinquance. L'engagement des forces de l'ordre a été total pour garantir la sécurité des personnes et de grands événements comme le Tour de France ou l'Euro 2016. Mais, la sécurité doit encore progresser notamment sur les routes de l'Oise où le nombre de morts reste beaucoup trop élevé ou dans certains quartiers où le trafic de stupéfiants cherche à s'ancrer.

L'État a également eu comme priorité de faire reculer le chômage et de soutenir l'activité économique. Au niveau national, de nouvelles baisses de cotisations dans le cadre du Pacte de responsabilité et de solidarité et le dispositif « Embauche PME » ont été mis en place. Au niveau local, l'État, en particulier les sous-préfets d'arrondissement, a accompagné les collectivités territoriales pour favoriser le développement d'entreprises implantées dans l'Oise ainsi que l'accueil de nouvelles entreprises. L'État est aussi intervenu pour soutenir le monde agricole confronté actuellement à bien des défis.

Pour renforcer la cohésion sociale, l'État a mobilisé des moyens importants pour la solidarité entre les générations et l'accès au logement. Des actions fortes ont également été menées pour maintenir le devoir de mémoire, promouvoir la citoyenneté et lutter contre les discriminations. 2016 a également été marqué par l'accueil de migrants en provenance des zones de conflit.

L'État est aussi le garant d'un aménagement durable et égalitaire des territoires par une politique de la ville ambitieuse, une volonté forte de redynamiser les territoires ruraux par les mesures issues des trois comités interministériels aux ruralités et de grands projets d'infrastructures comme le Canal Seine Nord Europe.

Enfin, l'action publique se modernise : l'État s'engage pour que l'Oise ait toute sa place dans la grande région des Hauts-de-France et pour simplifier le « mille-feuille territorial ». L'État poursuit également sa réforme pour simplifier l'accès des usagers à ses services.

L'action de l'État en collaboration avec les collectivités territoriales, les entreprises, les associations et les populations concoure ainsi à la mise en oeuvre et à la réussite des politiques publiques au service de nos concitoyens dans le département de l'Oise. Ces politiques visent toutes à faire vivre les valeurs de la République : la liberté, l'égalité et la fraternité.

Didier Martin
Préfet de l'Oise

ASSURER LA SÉCURITÉ DE TOUS

- 1067 gendarmes, 438 policiers de sécurité publique, 371 agents de police municipale, 2564 sapeurs-pompiers volontaires et 553 sapeurs-pompiers professionnels mobilisés dans l'Oise pour assurer la sécurité des habitants
- mobilisation du dispositif Sentinelle
- baisse de la délinquance dans les deux zones de sécurité prioritaires
- 70 tués sur les routes de l'Oise
- organisation de sept exercices de sécurité civile
- 129 plans communaux de sauvegarde dans l'Oise

LUTTER CONTRE LA MENACE TERRORISTE

En 2016, le niveau de menace terroriste pesant sur la France est resté très élevé. L'état d'urgence a été prorogé par trois fois (mars 2016, juillet 2016 et décembre 2016).

La loi n°2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale, a renforcé les mesures de police administrative permettant de faire face à la menace terroriste et de prendre en compte les nouveaux modes d'actions et les nouvelles formes de menace.

Prévention de la radicalisation : un séminaire pour mobiliser les collectivités territoriales

Parce que la prévention de la radicalisation est un enjeu prioritaire qui doit mobiliser, en plus des services de l'État, l'ensemble des acteurs locaux et notamment les collectivités territoriales, près de 25 élus ont participé à un séminaire d'information et de sensibilisation organisé le 29 novembre 2016 par la préfecture à Agnetz. Les échanges ont porté sur les questions de détection des phénomènes de radicalisation et sur la gestion et la prise en compte des signalements.

Pour tout signalement, le centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation (CNAPR) doit être contacté : il est joignable par téléphone au numéro vert 0 800 005 696 ou par internet sur le site www.stop-djihadisme.gouv.fr

Exercice de sécurité civile à l'aéroport de Beauvais-Tillé

Exercice de sécurité civile à l'aéroport de Beauvais-Tillé

Protection de la frontière aérienne de l'aéroport de Beauvais-Tillé

La direction départementale de la police aux frontières (DDPAF) de l'Oise est responsable du point de passage aux frontières de l'aéroport de Beauvais-Tillé qui est le dixième aéroport de France. La direction prend en charge les contrôles des étrangers et procède à la non-admission ou la réadmission de ceux qui ne remplissent pas les conditions d'entrée en France. En 2016, 236 non admissions ont été prononcées ainsi que 83 placements en zone d'attente, soit plus du double qu'en 2014.

Un exercice de sécurité civile de grande ampleur organisé à l'aéroport de Beauvais-Tillé

Dans la nuit du 5 au 6 décembre, a été organisé sur le site de l'aéroport de Beauvais-Tillé un exercice de sécurité civile qui simulait un attentat à la voiture piégée puis une prise d'otages à l'aéroport. Plus de 400 « plastrons » provenant d'universités ou d'écoles du département de l'Oise ont joué les passagers de l'aéroport. L'exercice a également mobilisé près de 300 personnes provenant de différents services de l'État, de l'autorité judiciaire, des collectivités territoriales, d'associations agréées de sécurité civile et de la société aéroportuaire de gestion et d'exploitation de Beauvais (SAGEB). Un retour d'expérience a été organisé le 3 février 2017 en présence de tous les acteurs de l'exercice afin d'améliorer encore plus la gestion de ce type d'évènements.

Un état major de sécurité consacré à la protection de l'espace scolaire à la veille de la rentrée

Didier Martin, Préfet de l'Oise et Jean-Philippe Vicentini, Procureur de la République de Beauvais ont présidé le 29 août un état major de sécurité dédié à la protection de l'espace scolaire afin de faire le point sur la sécurisation de l'ensemble des établissements scolaires isariens à la veille de la rentrée scolaire 2016.

Organisation d'exercices de sécurité dans les établissements scolaires

Afin de préparer les élèves et les personnels à réagir de manière adéquate lors d'une situation de risque, chaque établissement doit réaliser 3 exercices durant l'année scolaire. L'objectif de ces exercices est de tester les plans particuliers de mise en sûreté (PPMS) de chaque établissement, qui permettent, en cas de crise, la mise en place immédiate de mesures de sauvegarde des élèves et des personnels (évacuation, confinement...), en attendant l'arrivée des secours ou le retour à une situation normale. ■

GARANTIR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Les tendances de la délinquance dans l'Oise en 2016

Si les atteintes aux biens (cambriolages, vols de véhicules…) ont augmenté en 2016 de 5,5 %, les atteintes volontaires à l'intégrité physique ont, en revanche, diminué de 2,9 %. La baisse de la délinquance est significative dans les deux zones de sécurité prioritaires que compte le département.

Le Ministre de l'Intérieur à l'Hôtel de Police de Creil

Des moyens supplémentaires pour les forces de l'ordre

Bernard Cazeneuve, alors Ministre de l'Intérieur, s'est rendu à l'Hôtel de Police de Creil, le 16 novembre, pour une présentation des matériels et des équipements livrés dans le cadre du Plan Bac et du Plan de sécurité publique.

Militaires de l'opération Sentinelle à Compiègne

Côté gendarmerie, les casernes de Bresles et de Breteuil ont été rénovées par le Conseil départemental moyennant le versement d'un loyer par l'État.

Afin d'appuyer les unités de gendarmerie dans la lutte contre la délinquance, une nouvelle unité a été créée – la cellule départementale observation surveillance (CDOS) – afin de mieux identifier les équipes de délinquants et les mettre hors d'état de nuire. Le peloton de surveillance et d'intervention de Senlis a été transformé en PSIG Sabre en janvier 2016 pour intervenir face au terrorisme ou à la violence en bande organisée.

Enfin, le nombre de militaires de l'opération Sentinelle s'est accru dans le département. S'ils continuent d'être déployés au sein des aérogares de Beauvais-Tillé ainsi qu'aux abords de la gare et des édifices religieux de Creil, ils sont venus en renfort à partir de l'été pour sécuriser certains sites touristiques du département : Compiègne, Chantilly et le Parc Astérix.

Retransmission d'un match de l'Euro 2016 à Beauvais

Qatar prix de l'Arc de triomphe à Chantilly

Dernière étape du Tour de France

La sécurisation des grands évènements dans l'Oise

Dans le cadre du plan Vigipirate et de l'état d'urgence, les services de la préfecture et des sous-préfectures ainsi que les forces de l'ordre, se sont mobilisés aux côtés des municipalités et des organisateurs pour assurer la sécurité des participants et des spectateurs de grands évènements :

- le concert de l'ex-Pink Floyd David Gilmour (16 juillet) et la dernière étape du Tour de France au départ de Chantilly qui a eu lieu le 24 juillet 2016 ;
- l'Euro 2016 dans la mesure où les camps de base des équipes de Roumanie et d'Angleterre étaient respectivement situés à La Chapelle-en-Serval et à Chantilly (juin 2016) ;
- le Qatar prix de l'Arc de triomphe à l'hippodrome de Chantilly qui a donné lieu à un intense travail de préparation sur les aspects sécurité et circulation sous l'égide de Francis Cloris, Sous-préfet de Senlis et qui a conduit, le jour de l'évènement, à l'ouverture d'un poste de commandement opérationnel en mairie de Chantilly (octobre 2016) ;
- Les masters de feux à Compiègne ;
- la fête du cochon à Crépy-en-Valois ;
- les marchés de Noël ;
- etc.

Les rencontres de la sécurité qui se sont tenues du 12 au 15 octobre ont permis de présenter aux citoyens les métiers qui protègent

Les rencontres de la sécurité sont chaque année l'occasion pour chacun de découvrir les différents métiers de gendarmes, policiers et sapeurs pompiers. À chaque événement, les messages de sécurité routière ont été rappelés et la sensibilisation « aux gestes qui sauvent » a été proposée. À Saint-Maximin et à Clermont, la gendarmerie de l'Oise a effectué plusieurs démonstrations (équipe cynophile, motocyclistes) et présenté une large palette de ses métiers (identification criminelle, brigade fluviale, gendarmerie mobile…). Les sapeurs-pompiers de l'Oise ont organisé une journée découverte à Trie-Château où ils ont présenté un exercice de désincarcération. De son côté, la police nationale a organisé une journée « portes ouvertes » au commissariat de Compiègne. ■

FAIRE PROGRESSER LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

➔ LES CHIFFRES DE LA MORTALITÉ ET D'ACCIDENTOLOGIE SUR LES ROUTES DE L'OISE EN 2016

	2016	2015	Évolution
Nombre de tués sur les routes	70	69	non significatif
Nombre de blessés	512	521	-1,7%
Nombre d'accidents	381	387	-1,6%

Ces chiffres mettent en lumière que trop de personnes trouvent la mort sur les routes du départemement. Sans l'action des services de l'État, l'hécatombe serait encore plus forte.

Renforcement de la prévention : Opérations « carton jaune » et inauguration des locaux de l'association de prévention routière à Beauvais

Des opérations d'alternative à la sanction, dites « carton jaune », ont été organisées dans l'Oise. Une première a été organisée le 27 septembre 2016 sur l'autoroute A1 pour les poids-lourds, en présence d'Emmanuel Barbe, Délégué interministériel à la sécurité routière. Une seconde opération a été menée à Chambly, le 14 octobre 2016 pour sensibiliser les conducteurs contrôlés ayant commis des infractions courantes.

Fabienne Decottignies, Sous-préfète, directrice de cabinet du Préfet de l'Oise, a participé, le 16 novembre 2016, à l'inauguration des locaux de l'association de prévention routière à Beauvais en présence d'Éric de Valroger, Vice-président du Conseil départemental de l'Oise et de Pierre Michelino, Maire-adjoint à la mairie de Beauvais.

Opération « carton jaune »

Mise en place de radars « itinéraires »

Depuis le 17 octobre 2016, un nouveau dispositif de radars dits « itinéraires » est effectif dans l'Oise pour lutter contre les excès de vitesse et les comportements dangereux.

L'objectif est d'en finir avec le mauvais comportement d'usagers qui ralentissent à l'approche d'un radar pour mieux réaccélerer après, sans respecter les limitations de vitesse. Les radars « itinéraires » seront déplacés régulièrement afin de faire ralentir les automobilistes tout le long de l'itinéraire.

Nouveau centre d'examen du permis de conduire de Beauvais-Tillé

Emmanuel Barbe, Délégué interministériel à la sécurité routière, et Didier Martin, Préfet de l'Oise, ont inauguré le 10 octobre 2016 le nouveau centre départemental d'examen du permis de conduire de la direction départementale des Territoires (DDT).

Ce site comprend quatre pistes contre trois auparavant ce qui permet de mieux répartir et répondre aux demandes des auto-écoles tout en prenant en compte les nouvelles normes européennes pour les examens. Le bâtiment de 268 m² et le parking, nouveau point de départ du permis pratique B, offrent une excellente qualité d'accueil des candidats et fournissent de meilleures conditions de travail aux inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière. ■

SÉCURITÉ ROUTIÈRE
TOUS RESPONSABLES

GARANTIR LA PROTECTION DES POPULATIONS CONTRE LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

➔ LES CHIFFRES DE LA SÉCURITÉ CIVILE

Plans communaux de sauvegarde	129
Plans de prévention des risques approuvés	94 communes couvertes : 81 pour les risques naturels et 13 pour les risques technologiques
Nombre de jours d'activation du Centre opérationnel départemental (COD)	17 jours dont 7 pour des exercices
Nombre d'exercices de sécurité civile	7

Prévenir les risques d'inondation dans la vallée de l'Oise

L'État a poursuivi en 2016 la mise en œuvre de la politique de prévention des risques d'inondation. Conformément à la directive européenne Inondation les services de l'État ont élaboré :

- le cadre stratégique de cette action pour le bassin hydrographique Seine-Normandie fixé par le *plan de gestion du risque d'inondation (PGRI)* approuvé fin 2015 par le Préfet ;
- les objectifs et les plans d'actions définis pour les *territoires à risque important d'inondation (TRI).*
- les *stratégies locales de gestion du risque d'inondation (SLGRI)* approuvées par le Préfet le 20 décembre 2016.

Un *plan d'actions de prévention des inondations (PAPI),* dispositif fédérant les acteurs financiers et techniques, a été engagé sur le bassin versant de la Verse.

Sensibilisation des Maires de l'Oise sur les risques majeurs

À l'occasion des rencontres de la sécurité qui se sont tenus du 12 au 15 octobre 2016, des actions de sensibilisation des Maires sur les risques majeurs ont été organisées, en partenariat avec l'Union des Maires de l'Oise et avec l'IFFORME (Institut français des formateurs « risques majeurs et protection de l'environnement »). Au total, plus de 100 Maires de l'Oise ont été sensibilisés au cours des quatre formations proposées auxquelles ont participé les Sous-préfets d'arrondissement.

La direction départementale des Territoires a en particulier rappelé aux élus l'importance des *plans communaux de sauvegarde (PCS)* et la nécessité de gérer les eaux de pluie.

Un exercice de sécurité civile a associé les trois établissements scolaires de Chaumont-en-Vexin le mardi 19 avril 2016.

Le scénario prévoyait un accident de circulation entre deux poids lourds. L'un d'eux transportait des bouteilles d'acétylène, produit chimique particulièrement explosif, entraînant soit l'évacuation soit le confinement des personnes se trouvant à proximité du lieu de l'accident.

C'est dans ce cadre qu'ont été déclenchés les plans particuliers de mise en surêté (PPMS) des établissements scolaires. Trois établissements de la commune de Chaumont-en-Vexin ont été directement concernés.

Le déclenchement du PPMS dans les différents établissements scolaires a permis un confinement rapide, efficace et sans trouble des élèves et des enseignants.

Un retour d'expérience a été réalisé pour améliorer encore les dispositifs de gestion de crise existants.

Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Oise

En 2016, 63 564 interventions ont été réalisées, soit 4,7% d'interventions en plus par rapport à 2015. Cette tendance à la hausse est essentiellement portée par la participation de plus en plus importante aux missions de secours aux personnes. En effet, le SDIS de l'Oise a secouru 54 863 victimes soit 6 victimes secourues toutes les heures. Deux interventions majeures ont eu lieu pour éteindre un incendie industriel et réparer une fuite de produits toxiques.

Le SDIS de l'Oise est composé de 2 564 sapeurs-pompiers volontaires, de 553 sapeurs pompiers professionnels et de 108 agents administratifs et techniques. ■

PROTÉGER LE CONSOMMATEUR

Sécurité sanitaire de l'alimentation et loyauté de l'information des produits alimentaires

La direction départementale de la protection des populations de l'Oise (DDPP) veille à la sécurité sanitaire de l'alimentation et à la loyauté de l'information des produits alimentaires par la réalisation de contrôles et de prélèvements qui font l'objet d'analyse tout au long de l'année. Par exemple, elle a constaté dans les chambres froides d'un établissement, près de 300 Kg de viande détenus après la date limite de consommation. Or, il s'agit de produits qui ont une durée de vie limitée dans le temps et qui, après cette date, sont susceptibles de présenter un risque élevé pour le consommateur.

Sécurité des produits industriels

La DDPP contrôle les produits industriels en réalisant notamment des prélèvements qui font l'objet d'analyse afin de s'assurer de la sécurité des produits. Dans le cadre d'un contrôle, la DDPP de l'Oise a conclu à la dangerosité d'un casque d'équitation en raison d'un trop faible niveau d'absorption du choc au moment de l'impact. À la suite de ce contrôle, les autorités européennes et françaises ont demandé aux professionnels qui commercialisent ces produits de procéder au rappel des casques en question.

Protection économique des consommateurs

La DDPP contrôle la bonne application de la réglementation relative aux pratiques commerciales et à l'information des consommateurs avant, pendant et après leurs actes d'achat. Elle informe également les consommateurs sur leurs droits et leurs intérêts économiques.

Ainsi, l'enquête réalisée en 2015-2016 a mis en évidence un abus de position dominante exercé depuis 2012 par une entreprise de pompes funèbres dans l'Oise.

Sécurité et la qualité éducative au sein des accueils collectifs de mineurs et des établissements d'activités physique et sportive (EAPS)

Durant toute l'année et plus particulièrement en été, les services de l'État se mobilisent et coordonnent leur activité de contrôle afin d'assurer la protection des vacanciers et de leurs enfants. La direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) réalise une soixantaine de contrôles d'établissements d'activités physiques et sportives et des accueils collectifs de mineurs (avec ou sans hébergement). En même temps, la direction départementale de la protection des populations (DDPP) s'assure du respect des règles d'hygiène des produits, des locaux et du personnel tout comme le contrôle des activités de loisirs au sein des parcs d'attraction et des bases de loisirs particulièrement nombreux dans le département de l'Oise.

Protection et bien-être animal

Pour garantir le respect des normes règlementaires en matière de bien-être animal, la DDPP de l'Oise a contrôlé à plusieurs reprises l'abattoir du site de Formerie. ■

Expérimentation sur l'étiquetage nutritionnel

À partir du premier janvier 2017, certains produits auront un affichage nutritionnel volontaire afin d'aider les consommateurs à comparer les produits entre eux et de choisir les plus sains.

Une expérimentation a été menée entre le 26 septembre et le 4 décembre 2016 dans plusieurs commerces pour tester plusieurs types d'étiquetages. Dans l'Oise, le magasin Carrefour market de Villers-Sous-Saint-Leu a participé à cette expérimentaiton.

Cette expérimentation a permis de choisir le meilleur système d'affichage pour rendre lisible les étiquettes au consommateur.

PROMOUVOIR L'EMPLOI ET DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE

- 43 760 demandeurs d'emploi dans l'Oise à fin décembre 2016, soit une diminution du nombre de demandeurs d'emploi de 1,3% au cours de l'année, dont -5,7% pour les -25 ans
- plus d'un millier de jeunes ont bénéficié du dispositif « garantie jeunes »
- plus de 9600 des embauches réalisées en 2016 par des entreprises ou des associations ont bénéficié du Plan « Embauche PME »
- inauguration par le Président de la République en avril 2016 du centre de recherche et développement du sous-traitant automobile Plastic Omnium qui accueille plus de 600 ingénieurs et techniciens supérieurs
- soutien au monde agricole

MOBILISER LES DISPOSITIFS ET LES ACTEURS POUR L'EMPLOI DANS L'OISE

Dispositifs mobilisés par l'État pour l'emploi	Nombre de bénéficiaires dans l'Oise en 2016
CUI-CAE (Contrat d'accompagnement vers l'emploi)	3083
CUI-CIE (Contrat initiative emploi)	1434
Emplois d'avenir	1151
Garantie jeune	1117

Réunion du Service public de l'emploi départemental en présence du Président de la région Hauts-de-France

Didier Martin, Préfet de l'Oise, a réuni le 28 septembre 2016 le service public de l'emploi départemental (SPED) en présence de Xavier Bertrand, Président de la région Hauts-de-France et de l'ensemble des acteurs intervenant dans le champ de l'emploi au niveau départemental.

Le rôle principal du SPED est de conduire les politiques publiques en faveur du développement de l'emploi dans le département par la concertation et la coordination des différentes institutions intervenant dans les champs de l'éducation et de la formation professionnelle, du suivi et de l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi. Au niveau de chaque arrondissement, un service public de l'emploi local (SPEL) est également mis en oeuvre pour apporter une réponse aux problèmes d'emplois au plus près du territoire. Les SPEL, co pilotés depuis 2016 par le Sous-préfet d'arrondissement et un conseiller régional désigné par Xavier Bertrand, permettent de définir une stratégie et de conduire des actions partenariales adaptées aux problématiques locales (besoins de recrutement ou de formation non-statisfaits, anticipation d'un projet de développement...)

Inauguration par le Président de la République du centre R&D de l'entreprise Plastic Omnium.

Développement d'entreprises dans l'Oise : inauguration par le Président de la République du centre R&D de l'entreprise Plastic Omnium et pose de la première pierre d'un hub logistique du groupe Weldom

Le Président de la République, François Hollande, a inauguré le 15 avril 2016 à Venette, le centre de recherche et développement α-Alphaltech, du groupe équipementier français Plastic Omnium. Ce centre emploie plus de 600 ingénieurs et techniciens supérieurs.

Pose de la première pierre du hub logistique Weldom à Breuil le Sec

Le groupe Weldom a décidé de développer son site de Breuil-le-Sec en y installant un nouveau hub logistique dont la première pierre a été posée le 7 octobre 2016 en présence du Préfet et d'Édouard Courtial, Président du Conseil Départemental. Ce projet de grande ampleur a suscité une forte mobilisation des services de l'État, du Conseil départemental, de la Communauté de communes et de la commune en vue d'une concrétisation rapide. Ce projet devrait permettre la création de 250 emplois d'ici fin 2017.

Pacte de responsabilité : nouvelle baisse des cotisations patronales au 1er avril

À compter du 1er avril 2016, les cotisations d'allocations familiales sont abaissées de 1,8 point pour les salaires compris entre 2 346 et 5 133 euros (soit 1,6 à 3,5 Smic) soit plus de 50% des salariés de l'industrie française. L'allègement des cotisations, qui concerne désormais 90% des salariés, permet de baisser le coût du travail horaire pour soutenir la compétitivité de l'industrie française. La mesure, qui entre en vigueur en 2016, représente une baisse du coût du travail supplémentaire de plus de 4 milliards d'euros par an.

Dans le domaine agricole, une baisse des cotisations personnelles des agriculteurs de 7 points supplémentaires est en vigueur depuis le 1er janvier 2016.

Plan d'urgence pour l'emploi : le dispositif « embauche PME »

« Embauche PME » s'adresse aux petites et moyennes entreprises de moins de 250 personnes qui embauchent un salarié payé jusqu'à 1,3 fois le Smic, quels que soient leurs statuts (SA, associations, groupements d'employeurs…). Les entreprises bénéficient d'une prime trimestrielle de 500 euros durant les 2 premières années du contrat, soit 4 000 euros au total. En 2016, 9.672 embauches ont bénéficié de cette aide dans l'Oise.

Le dispositif « garantie jeunes » testé dans l'Oise

Le dispositif « garantie jeunes » qui s'adresse aux jeunes les plus précaires, sans emploi ni formation, a permis, en 2016 de remettre progressivement sur le chemin de l'emploi, par un accompagnement renforcé et élargi à tous les « freins » à l'emploi, plus d'un millier de jeunes dans l'Oise dont un quart provenant des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Fort de son succès, ce dispositif testé dans l'Oise est généralisé en France depuis le 1er janvier 2017.

- Construction par Pôle emploi Oise, en collaboration avec divers partenaires institutionnels, d'un diagnostic socio-professionnel du territoire
- Présentation de l'offre digitale PÔLE EMPLOI aux entreprises isariennes dans le cadre d'un Club RH
- Mobilisation des jeunes du département engagés dans la démarche d'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ) pour le Salon Jeunes d'Avenir de Lille.
- Travail entre le Pôle emploi Oise et l'Éducation nationale ayant abouti à une réorganisation du processus de recrutement des CAE Éducation nationale
- Atteinte des objectifs fixés pour les Contrats Uniques d'Embauche (marchand, non-marchand)
- Renforcement de la collaboration entre pôle emploi et le Conseil départemental autour de l'accompagnement global en vue d'une extension de ce dispositif.

La Commission des chefs de services financiers (CCSF) : soutien apporté aux entreprises en difficultés

Présidée par la Directrice départementale des Finances publiques, la Commission des chefs de services financiers (CCSF) peut accorder aux entreprises en difficulté des plans d'étalement du remboursement de leurs dettes fiscales et sociales, pour leur permettre d'améliorer leur trésorerie et ainsi les mettre en situation de reconquérir des parts de marché et retrouver des marges de productivité. En 2016, huit plans ont été accordés dont la moitié dans l'industrie manufacturière. Les enjeux sont importants en termes financiers et sociaux : bien que le nombre de plans accordés en 2016 ait fortement diminué, le montant global de la dette publique concernée progresse fortement (+ 78,85% par rapport à 2015), ce qui témoigne de l'importance de l'enjeu financier et du nombre d'emplois salariés impactés. ■

	2014	2015	2016
Nombre de plans accordés	35	18	8
Montants des créances	3 610 137 €	1 674 241 €	2 994 437 €
Durée moyenne des plans	23 mois	21 mois	23 mois
Nombre d'emplois concernés	408	391	341

DÉVELOPPER LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Déplacement de la Secrétaire d'État chargée de la formation professionnelle et de l'apprentissage sur le site de BASF à Breuil-le-Sec

Clotilde Valter, Secrétaire d'État chargée de la formation professionnelle et de l'apprentissage, s'est déplacée le 31 mars 2016 sur le site de BASF France à Breuil-le-Sec pour présider la finale nationale du concours du meilleur peintre en carrosserie.

La 13e édition de ce concours a permis de détecter les meilleurs jeunes peintres pour la réparation automobile. L'objectif est de promouvoir l'apprentissage et de créer des vocations pour répondre à la pénurie de peintres en carrosserie.

Mise en œuvre du plan 500.000 formations dans l'Oise

En lien avec le Conseil régional et porté par la DIRECCTE, Pôle emploi et l'AFPA, le plan 500.000 formations permet aux personnes les plus éloignées de l'emploi de bénéficier de formations dans des domaines où les entreprises ont du mal à recruter. Dans ce cadre, les acteurs publics ont notamment encouragé les demandeurs d'emploi à recourir à la validation des acquis de l'expérience (VAE), en particulier dans l'Oise, sur le titre professionnel d'assistante de vie aux familles (ADVF). ■

SOUTENIR L'AGRICULTURE

La situation agricole dans l'Oise

La surface agricole utile du département de l'Oise est de 368 000 ha (soit 63% de la surface totale du département) dont 32 000 ha de prairies permanentes. En 2016, le département compte 2940 exploitations déclarées à la PAC dont la surface agricole utile moyenne est de 111 ha.

L'agriculture de l'Oise est principalement orientée vers les cultures de céréales, d'oléagineux et protéagineux, de betteraves sucrières, de lin textile, de pommes de terre et des légumes de plein champ. Le blé représente à lui seul 30% de la surface agricole utile. L'élevage bovin est présent dans un millier d' exploitations environ dont 440 en production laitière.

Le département dispose d'un potentiel agronomique de qualité. Il se situe au 4e rang national en blé, 6e en pois protéagineux, 5e en lin.

Le niveau de formation des agriculteurs est élevé, notamment grâce à la présence d'établissements enseignement supérieur agricole réputés.

La réforme de la politique agricole commune (PAC)

Plus de 110 millions d'euros ont été versés en 2016 aux 2 973 agriculteurs de l'Oise au titre des aides découplées pour la campagne 2015. Cette aide se décline en trois parties :

- le paiement de base est versé en fonction des surfaces détenues par les agriculteurs ;
- le paiement vert est un complément accordé à tout exploitant qui respecte un ensemble de critères bénéfiques pour l'environnement ;
- le paiement redistributif est un complément accordé dans la limite de 52ha, qui vise à soutenir les petites et moyennes exploitations.

Campagne PAC 2016

La campagne PAC 2016 a été la première pour laquelle la télédéclaration est devenue obligatoire. Afin d'accompagner les agriculteurs, la DDT de l'Oise a présenté le dispositif dans neuf réunions organisées à travers le département. De plus, ses services ont mis à disposition des ordinateurs et accompagné plus de 1000 agriculteurs dans leurs demandes d'aides sur quatre sites : Beauvais, Noyon, Senlis et Grandvilliers.

Aides à la modernisation des exploitations

Deux appels à projets ont été lancés en 2016 dans le cadre du plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles. 58 dossiers éligibles ont été déposés à la DDT de l'Oise avec une participation financière de l'État à hauteur de 125 000€ complétée par des crédits européens.

Déplacement du Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt à l'institut Charles Quentin de Pierrefonds

Stéphane Le Foll, Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Porte-parole du Gouvernement s'est rendu le 12 septembre à l'Institut Charles Quentin, établissement d'enseignement agricole de Pierrefonds, à l'occasion de la rentrée scolaire dans l'enseignement agricole privé. Après une visite de l'établissement, le ministre a pu échanger avec les étudiants de BTS et leurs professeurs. Cette visite avait été précédée d'un déjeuner dans une exploitation agricole près de Crépy-en-Valois.

Réunions en préfecture de la Cellule d'urgence « Élevage »

Le Préfet de l'Oise a réuni, à cinq reprises en préfecture, la cellule plan d'urgence dans le cadre du plan de soutien à l'élevage. Cette Cellule d'urgence « Élevage » qui regroupe la direction départementale des territoires, la direction départementale des finances publiques et la direction départementale de protection des populations, le Conseil régional et des représentants de la profession agricole a vu son champ étendu à la filière céréalière. Au total sur la période 2015 – 2017, le plan de soutien à l'élevage a mobilisé plus de 1,3 millions d'euros et a bénéficié à près de 400 éleveurs dans le département de l'Oise. En décembre 2016, 129 éleveurs laitiers en difficulté ont bénéficié d'une aide complémentaire de 157 000€.

Soutien aux céréaliers suite aux intempéries du printemps 2016

Outre la crise de l'élevage, les intempéries du printemps 2016 ont fortement impacté les rendements des récoltes de céréales (chute de 30% environ par rapport à la moyenne quinquennale). Pour permettre aux agriculteurs de gérer au mieux les conséquences des événements climatiques, plusieurs mesures de soutien de trésorerie ont été mises en œuvre rapidement par l'État (dégrèvement de la taxe sur le foncier non bâti à hauteur de 35 % et maintien de l'éligibilité aux aides PAC des surfaces inondées).

RÉAFFIRMER LA CITOYENNETÉ, LE BIEN-VIVRE ENSEMBLE ET LA COHÉSION SOCIALE

- 785 offres de missions de service civique ont été proposées à des jeunes
- aboutissement de la démarche de schéma départemental de services aux familles
- accueil de 127 migrants suite au démantèlement de la lande de Calais

RÉAFFIRMER LA CITOYENNETÉ

Organisation de cérémonies de remise de décrets de naturalisation à la préfecture de l'Oise et dans les sous-préfectures

Après la projection du film *Devenir Français* et l'écoute de l'Hymne National, le Préfet ou le Sous-préfet remet à chaque nouveau citoyen Français, son décret d'acquisition de la nationalité française, ainsi qu'un livret d'accueil composé notamment d'une lettre de bienvenue du Président de la République, de la charte des droits et devoirs du citoyen Français, de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, des extraits de la Constitution de la Ve République et du texte de l'hymne national.

Cérémonies de remerciement des volontaires et des structures d'accueil du service civique

Didier Martin, Préfet de l'Oise, a présidé à Compiègne, Senlis et Beauvais, des cérémonies de remerciement pour les volontaires et des structures d'accueil. Depuis 2010 et le début du dispositif, 1756 jeunes ont réalisé un service civique dans l'Oise. 785 offres de missions de service civique ont été proposées aux jeunes sur la seule année 2016.

Cérémonie de remerciement des volontaires et des structures d'accueil du service civique

Qu'est-ce que le service civique ?

Le service civique est un contrat d'engagement volontaire d'une durée moyenne de 8 mois pour l'accomplissement d'une mission d'intérêt général de 24h hebdomadaires minimum dans un des neuf domaines d'interventions reconnus prioritaires : solidarité, éducation, culture, sport, santé, environnement, citoyenneté ou coopération internationale etc.

Le service civique a ainsi pour ambition première d'offrir aux jeunes l'opportunité de s'engager, de donner de leur temps à la collectivité et aux autres. Il représente également la possibilité de vivre une expérience formatrice et valorisante en proposant un choix parmi de nombreuses missions. Il a enfin pour objectif de renforcer la cohésion nationale et la mixité sociale.

Organisation des rencontres citoyennes

Une rencontre entre les 62 adultes relais engagés dans les neuf quartiers politique de la ville a été organisée au centre socio-culturel de Clermont le 7 octobre. L'objectif était de leur rappeler leur rôle fondamental dans la médiation, la promotion des valeurs de la République, de citoyenneté et d'égalité. Des rencontres similaires, présidées par les Sous-préfets d'arrondissement, ont eu lieu avec près de 150 membres des conseils citoyens des quartiers prioritaires de la politique de la ville. ■

RENDRE HOMMAGE ET COMMÉMORER

Cérémonie d'hommage national aux policiers morts pour la France

Lundi 9 mai 2016, Didier Martin, a présidé la cérémonie d'hommage national aux policiers morts pour la France, dans la cour d'honneur du Commissariat de Beauvais. Devant les personnels de la Sécurité Publique de l'Oise, le Préfet a donné lecture du message du Ministre de l'Intérieur.

Hommage aux victimes de l'attentat de Nice

En présence d'élus du Conseil Départemental et de nombreux agents des services de l'État, le Préfet de l'Oise, a présidé le 18 juillet 2016 dans la cour d'honneur de la préfecture, un moment de recueillement en hommage aux victimes de l'attentat commis à Nice le 14 juillet 2016.

Hommage aux trois gendarmes décédés en service dans l'Oise

Le jeudi 29 décembre, à Beauvais, les honneurs militaires ont été rendus par le ministre de l'intérieur Bruno Le Roux, en présence du général d'armée Richard Lizurey, Directeur général de la gendarmerie nationale, aux trois gendarmes du PSIG de Méru décédés en service commandé le 23 décembre, dans un accident de la circulation routière dans l'Oise. Dans les heures qui ont suivi l'accident, Bruno Le Roux et Richard Lizurey avaient déjà rencontré, à Méru, les collègues et la famille des militaires décédés. ■

Meeting aérien de la BA de Creil

Remise de décorations lors de la cérémonie du 11 novembre à Beauvais

À l'occasion des cérémonies commémorant le 98ème anniversaire de l'Armistice du 11 novembre 1918, qui se sont déroulées à Beauvais, Didier Martin, Préfet de l'Oise et François Brémand, Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Oise, ont procédé à la remise de décorations à six personnels du groupement de gendarmerie de l'Oise.

LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Développer l'accessibilité pour tous

Un rythme soutenu de mise en place des Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'AP). Les propriétaires ou exploitants d'établissements recevant du public (ERP) devaient déposer un Ad'AP (calendrier précis d'engagements chiffrés de travaux), avant la date limite fixée par la loi au 27 septembre 2015. Les demandes déposées après cette date ont été accueillies avec bienveillance par la direction départementale des Territoires de l'Oise. Le rythme de dépôt s'est maintenu à un très haut niveau pendant toute l'année 2016. Le nombre d'établissements recevant du public (ERP) devant encore rejoindre la démarche de mise en accessibilité a été ramené à environ 3 000 sur les 13 410 que compte l'Oise.

Déplacement dans l'Oise du Délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme

Accueilli par le Préfet le 20 janvier 2016, M. Gilles Clavreul, Délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, s'est rendu au lycée Félix Faure de Beauvais, où il a échangé avec des élèves et leurs professeurs sur le racisme et l'antisémitisme. Il s'est ensuite rendu en préfecture pour une séance de travail avec les services de l'État sur la mise en œuvre au niveau départemental du plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

Colloque sur les dispositifs de lutte contre les violences faites aux femmes

Le Préfet de l'Oise, et Jean Philippe Vicentini, Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Beauvais, ont co-présidé, le 26 mai 2016, un colloque sur les dispositifs de lutte contre les violences faites aux femmes. Ce colloque avait pour but de présenter aux structures protégeant les femmes victimes de violence les dispositifs existants en matière d'orientation et de prise en charge de ces femmes.

Installation du Comité opérationnel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme

Le 22 septembre a eu lieu la réunion d'installation du Comité opérationnel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme (CORA). Il s'agit d'un dispositif local qui a pour mission de veiller à l'application des instructions du Gouvernement en matière de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les formes de discrimination, de définir des actions de prévention, d'arrêter un plan d'action et de dresser un bilan annuel des actions mises en œuvre.

Donner une nouvelle image de l'Islam de France

Le Préfet de l'Oise, a réuni le 17 novembre au sein de la préfecture des représentants du culte musulman dans l'Oise. L'objectif de cette réunion était d'échanger sur les modalités d'organisation de l'Islam notamment dans le cadre de la création, au niveau national, de la Fondation pour l'Islam de France et d'une autre structure chargée du financement des lieux de culte. ■

RENFORCER LA SOLIDARITÉ ENTRE LES GÉNÉRATIONS

La Ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des Femme à La Maison de Ther

Inauguration de nouveaux services à l'enfance par la Ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des Femmes

Dans le cadre du renforcement des dispositifs d'accueil de la petite enfance, Laurence Rossignol, Ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des Femmes, a inauguré, le 23 septembre à Beauvais, la Maison de la petite enfance de Ther à Beauvais. Le 3 décembre, elle a également inauguré la nouvelle crèche « La maison des lutins » à Villers-Saint-Paul.

Déplacement de la Secrétaire d'État chargée des personnes âgées et de l'autonomie à la Maison du Thil à Beauvais

Pascale Boistard, Secrétaire d'État chargée des personnes âgées et de l'autonomie a participé le 29 septembre à la « crémaillère » de la Maison du Thil à Beauvais, qui accueille en colocation des personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer. La Secrétaire d'État a visité la maison et a échangé avec les bénévoles et les familles des résidents. ■

La Secrétaire d'État chargée des personnes âgées et de l'autonomie à la Maison du Thil

RENFORCER LA SOLIDARITÉ ENVERS LES PLUS DÉMUNIS

Accueil des migrants et réfugiés suite au démantelement de la lande de Calais.

Accueillir des personnes fuyant les guerres et les persécutions qui se retrouvaient, pour certaines depuis plusieurs mois, en situation de grande précarité à Calais relevait de la solidarité nationale. Le département de l'Oise a participé à cet impératif en accueillant 127 migrants dans des centres d'accueil et d'orientation (CAO). Dans l'Oise, aucun CAO n'a été créé spécifiquement pour cet accueil. Les personnes migrantes sont hébergées dans des structures temporaires préexistantes dont la gestion a été confiée à deux prestataires partenaires de longue date de l'État et de la direction départementale de la cohésion sociale (DDCS), ADOMA à Nogent-sur-Oise et à Beauvais et COALLIA à Noyon.

La prise en charge assurée sur chacun des sites comporte un soutien sanitaire et social ainsi qu'un accompagnement administratif pour permettre aux migrants qui le souhaitent d'engager une démarche de demande d'asile ou au contraire de retour dans leur pays d'origine. Les migrants devenus demandeurs d'asile sont progressivement réorientés dans le dispositif d'hébergement déjà existant et dédié aux demandeurs d'asile (les CADA : centres d'accueil de demandeurs d'asile).

Inauguration du SIAO

Inauguration par le Préfet de l'Oise du SIAO (Service Intégré d'Accueil et d'Orientation) – Guichet unique pour les sans-abris

Sur proposition du Directeur départemental de la cohésion sociale, Didier Martin, Préfet de l'Oise, a inauguré le 1er juin 2016 le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) – Guichet unique dans les locaux de l'ADARS (Association Départementale d'Accueil et de Réinsertion Sociale), gestionnaire du 115. Ce guichet unique centralise les demandes et les offres d'hébergement d'urgence. Avec ce nouveau service, plus de 800 000 € sont consacrés chaque année par l'État à une meilleure prise en charge des publics vulnérables depuis la recherche d'hébergement d'urgence jusqu'à la demande de logement.

Schéma départemental de la domiciliation des personnes sans domicile stable de l'Oise

Dans le cadre de la mise en oeuvre du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté, le Préfet de l'Oise, a signé l'arrêté portant approbation du Schéma départemental de la domiciliation des personnes sans domicile stable de l'Oise le 26 octobre 2016. ■

PROMOUVOIR LES VALEURS RÉPUBLICAINES DANS L'ÉCOLE

L'égalité filles garçons

Un groupe départemental a été créé sur la problématique « Égalité filles garçons » en cohérence avec la loi de refondation de l'École du 8 juillet 2013. Le Socle commun de connaissances, de compétences et de culture ainsi que le programme d'enseignement civique et moral identifient précisément le respect de l'autre sexe et le refus des stéréotypes parmi les compétences sociales et civiques que tout élève doit acquérir. Plusieurs priorités et axes de travail ont été précisés comme dresser un état des lieux des actions déjà conduites, développer les formations des enseignants et directeurs et initier des projets.

Inclusion des élèves en milieu ordinaire

La scolarisation des élèves en situation de handicap prend maintenant la forme d'un parcours de scolarité adapté pour chaque élève prévoyant des temps réguliers d'inclusion dans les écoles et les établissements du second degré. Les modalités de scolarité, et donc les temps d'inclusion scolaire, sont arrêtées dans un Projet Personnalisé de Scolarisation (PPS). Le nombre de PPS est passé en 5 ans dans le département, de 2460 à 3921 pour les premier et second degrés.

Le développement des dispositifs d'accueil des élèves en situation de handicap dans les écoles, collèges et lycées, appelés ULIS (Unités localisées pour l'inclusion scolaire) a permis de faciliter l'accueil de ces élèves. Le nombre d'ULIS est maintenant de 68 en école élémentaire et de 57 dans le second degré (public/privé).

Par ailleurs, certains élèves, en fonction de leurs besoins, bénéficient de scolarisation en établissements spécialisés et certaines écoles proposent à ces établissements d'intégrer une de leurs classes en milieu ordinaire (cas de 21 classes en 2016 contre 14, il y a 5 ans).

Le travail de Mémoire dans le milieu scolaire

En plus des commémorations nationales, l'Éducation Nationale dans l'Oise est à l'origine d'actions fortes dans le domaine du travail de mémoire :

- Depuis novembre 2015, l'Inspecteur d'Académie-directeur académique des services de l'éducation nationale de l'Oise fait remettre une « attestation de veilleur de la Mémoire » destinée aux élèves qui se sont particulièrement investis dans le travail de mémoire. À ce jour, plus de 300 élèves du département ont reçu l'attestation de Veilleur de Mémoire ;
- Les Parcours de Mémoire et d'Histoire ont porté sur trois thématiques en 2016 : « architecture et pouvoirs » pour le Moyen-Âge et la Renaissance, « 1917 : de l'Oise occupée à l'Oise libérée » pour la Première guerre mondiale et « l'industrie, de la soumission à la reconstruction » pour la Seconde guerre mondiale ;
- En partenariat avec l'ONAC (office national des Anciens combattants), sept lycées, collèges et écoles primaires ont participé à la cérémonie commémorative de Rethondes le 10 novembre 2016. Particularité de l'Oise, plusieurs élèves sont portes-drapeaux puisque des établissements scolaires sont dépositaires de drapeaux de mémoire ;
- Le partenariat avec le Mémorial de la Déportation de Royallieu : tous les lycées et collèges de Compiègne participent à la journée consacrée aux victimes de la Shoah, le 27 janvier ;
- Six établissements (5 lycées et 1 collège) ont actuellement des protocoles d'accord avec la Base de défense de Creil dans le cadre du trinôme Éducation nationale-Défense-IHEDN (Institut des Hautes Études de Défense Nationale) afin de faire mieux connaître aux élèves les métiers de la défense, et plus particulièrement ceux de l'aviation et contribuer au développement du Brevet d'initiation aéronautique (BIA) ;
- un comité de pilotage a été mis en place avec l'association chargée de la gestion de la Clairière de Rethondes dans le but de préparer l'exploitation pédagogique de la nouvelle scénographie du Musée du Wagon de l'Armistice, qui verra le jour après sa réhabilitation et son agrandissement avec le soutien de l'État.

Les valeurs de la République

Deux collèges de l'Oise ont effectué un travail approfondi sur l'Hymne National et l'ont interprété sous l'Arc de Triomphe à Paris lors du ravivage de la flamme du soldat inconnu organisé quotidiennement par le comité national de la flamme.

Dix-sept collèges sont inscrits au dispositif « la citoyenneté illustrée » qui consiste en la rédaction d'un Web magazine et la réalisation d'une exposition sur l'un des mots retenus par les élèves dans une liste de 60 mots évoquant la citoyenneté.

Gestes qui sauvent et formation PSC1 (prévention et secours civique numéro 1)

Pour renouveler les moyens humains de formation aux premiers secours dans le premier degré, une formation de formateurs PSC1 a été mise en place pour les enseignants du premier degré.

De plus, afin de relancer le programme pédagogique « Apprendre à porter secours » dans les écoles du département, un parcours de formation à distance est proposé depuis septembre 2016. Un peu plus de 500 enseignants du premier degré s'y sont inscrits. ■

GARANTIR L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES

- 815 400 habitants dans l'Oise
- 139,1 habitants au km^2
- 501 projets financés au titre de la DETR 2016 pour plus de 11,5 M€
- 65 autres projets d'investissement cofinancés par l'État (FSIL) à hauteur de 8,6 M€
- Canal Seine Nord Europe
- dépollution réussie de la péniche « la Toison d'or »

REDYNAMISER LES ESPACES RURAUX

Déplacement du Ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales dans l'Oise

Lundi 19 septembre 2016, Jean-Michel Baylet, Ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales a visité le chantier de la mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite de la mairie de Beaurains-les-Noyon, chantier pour partie financé par l'État via la DETR et le FSIL puis il a inauguré à Noyon la Pépinière Eco Industrielle (PEI) du Pays Noyonnais, labellisée Pôle d'Excellence rurale.

Inauguration de l'hôtel d'entreprises et de formations à Noyon

À l'invitation de Patrick Deguise, Président de la Communauté de Communes du Pays Noyonnais, Laurence Rossignol, Ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes a inauguré le 13 mai 2016 à Noyon, l'hôtel des entreprises et de formations.

La création de cet hôtel d'entreprises et de formations dans l'ancien quartier militaire était une action prioritaire du CRSD (contrat de redynamisation des sites de défense), à la suite du départ du régiment de marche du Tchad.

Signature de quatre conventions de partenariat de Maisons de Services au Public

Mardi 12 juillet, Le Préfet de l'Oise a présidé la signature de quatre conventions de partenariat de Maisons de Services au Public (MSAP) en compagnie des Maires de Betz, de Guiscard, de Longueil-Sainte-Marie et de Lachapelle-aux-Pots ou de leurs adjoints, et des représentants des services mis à disposition des usagers : La Poste, la Caisse d'allocations familiales (CAF), Gaz réseau distribution France (GRDF), la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), la Mutualité sociale agricole (MSA), la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (CARSAT) et de Pôle emploi.

Maison des services aux publics

Les MSAP sont des guichets d'accueil polyvalent chargés d'accueillir, d'orienter et d'aider les usagers dans leurs relations avec les administrations et les organismes publics. L'État contribue à leur financement.

Au delà de ces 4 MSAP mises en place en 2016, en partenariat avec la Poste, l'État accompagne plusieurs projets portés par des collectivités.

La ruralité à l'honneur : Les 21e Brayonnades

À l'invitation de Paulette Gruet, Présidente de l'association les Brayonnades, Didier Martin, Préfet de l'Oise et Blaise Gourtay, Secrétaire général de la préfecture, Sous-préfet de l'arrondissement de Beauvais, ont participé, samedi 11 juin 2016 à l'inauguration des 21ème Brayonnades à Saint Pierre ès Champs. Lors de cette inauguration, le Préfet a rappelé les nombreuses mesures prises par l'État en faveur des territoires ruraux.

L'État mobilisé pour l'investissement public local : 9 millions d'euros pour 65 dossiers dans l'Oise

Dans le département de l'Oise, l'État a soutenu via le FSIL à hauteur de 9 millions d'euros 65 dossiers représentant un coût total de 37 millions d'euros de travaux.

Ces fonds ont permis d'étendre ou de rénover des bâtiments publics accueillant la population (écoles, mairies, salles des fêtes, salles de sports) et d'accélérer leur rénovation thermique. Une autre part importante des investissements réalisés sera consacrée à l'amélioration de l'accessibilité de ces mêmes équipements publics aux personnes en situation de handicap.

Ces opérations financées par le fonds de soutien à l'investissement local (FSL) viennent s'ajouter à celles financées au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), pour un montant de 11 508 063 €. Au total, le soutien apporté par l'État à l'investissement ds collectivités a ainsi été porté de 8 077 184 € à 20 183 647 € entre 2014 et 2016.

Déplacement de la Secrétaire d'État chargée du commerce,de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire à Noyon

Accueillie par Ghyslain Chatel, Sous-préfet de Compiègne, Martine Pinville, Secrétaire d'État chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire a rencontré, le 20 octobre 2016, à Noyon, des acteurs du concept « Ma boutique à l'essai » dans la cadre de la politique de redynamisation des centres-villes. ■

AMÉNAGER DURABLEMENT LE TERRITOIRE

Le contrat de plan État-Région en action : chantier de la RN2 à Vaumoise

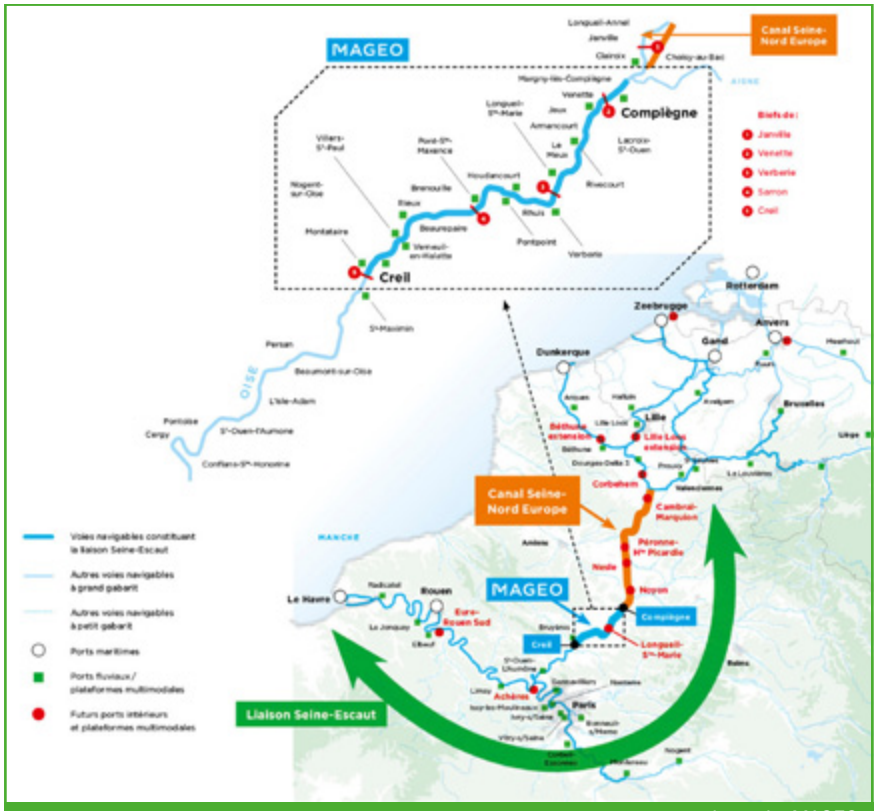
La mise en œuvre concrète du contrat de plan État-Région Picardie signé le 30 juillet 2015 constitue une priorité notamment la poursuite de la modernisation de la RN2 dans l'Oise et dans l'Aisne. Une visite de chantier, le 17 novembre 2016, à Vaumoise, a permis aux Préfets de l'Oise et de l'Aisne de prendre la mesure des travaux en cours pour la mise à deux fois deux voies d'ici 2018 de 7 km supplémentaires.

Canal Seine-Nord Europe : Lancement du site internet dédié (www.canal-seine-nord-europe.fr) et préparation du démarrage des travaux en 2017.

Voies navigables de France (VNF) et les collectivités territoriales partenaires ont lancé le site internet dédié au projet du canal Seine-Nord Europe afin que chacun s'approprie ce grand projet. L'État a acté des étapes importantes pour la confirmation du projet. Enjeu majeur pour la région et pour la France, le Canal Seine Nord Europe offrira à l'horizon 2023 une continuité de navigation entre les bassins de la Seine et de l'Escaut, ainsi reliés à la Belgique, aux Pays-Bas et à l'Allemagne. Il assurera le développement et la compétitivité du mode fluvial au service des entreprises.

MAGEO : la mise au gabarit européen de l'Oise

Le projet MAGEO, inscrit dans le cadre du projet de liaison fluviale Seine-Escaut, consiste à la mise au gabarit européen de l'Oise entre les villes de Compiègne et de Creil. 22 communes sont directement concernées. Le tracé du cours d'eau sera modifié dans certains secteurs afin de permettre la navigation des bateaux au gabarit européen au débouché du CSNE. Le Préfet de l'Oise, nommé réfet coordonnateur de ce projet en 2011, a animé, en 2016, plusieurs réunions de travail sur ce projet dans la perspective de la déclaration de son utilité publique fin 2017. ■



Le projet MAGEO

POURSUIVRE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Des actions en faveur de la politique de la ville

En 2016, les crédits attribués dans l'Oise à la politique de la ville ont continué à croître pour atteindre 3,3 M€ au profit des 12 territoires concernés. Coordonnées par Francis Cloris, le Sous-préfet de Senlis, en charge de la politique de la ville pour l'Oise, les actions financées sont principalement la cohésion sociale (2,7 M€), le développement économique et l'emploi et le cadre de vie et renouvellement urbain. Par exemple, piloté par la DDCS (direction départementale de la cohésion sociale), un projet innovant dans le domaine de l'économie sociale et solidaire a été soutenu par l'État à hauteur de 80 123€ sur le territoire de Beauvais porté par l'association Itinér'air. Il s'agit d'un espace de services solidaires (boutique solidaire, service traiteur d'insertion...) à destination des publics des trois quartiers prioritaires de Beauvais et des populations à faible ressources. L'objectif est de créer des emplois avec formation qualifiante et de créer du lien social.

Inauguration de logements sociaux en périphérie de Beauvais

Le Préfet de l'Oise, a inauguré le 16 septembre 2016, 16 logements sociaux livrés par l'OPAC de l'Oise dans la commune d'Aux Marais. Dans son allocution, le Préfet a salué l'intérêt de cette opération : création de logements sociaux locatifs et en accession à la propriété en périphérie de Beauvais, cofinancement par l'OPAC, l'État, le Conseil régional, le Conseil départemental et l'Agglomération du Beauvaisis, programme qui a donné de l'activité aux entreprises locales, et prise en compte des objectifs de la transition énergétique.

Logements sociaux en périphérie de Beauvais

L'achèvement du premier Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU)

2016 a vu l'achèvement des conventions de projet de rénovation urbaine de Nogent sur Oise – Les Rochers, Beauvais – Saint Jean et Noyon – Mont Saint Siméon. Ces programmes ont permis une transformation de ces quartiers, tant du point de vue urbain que de celui de la qualité de vie au quotidien de leurs habitants (cf tableau ci-contre).

La préparation du nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU)

2016 aura été l'année de lancement du NPRNU. 7 quartiers d'intérêt national (les quartiers Saint Lucien et Argentine à Beauvais, les quartiers Le clos des Roses et la Victoire de Compiègne, les quartiers Cavée Moulin et le Plateau de Creil) et 4 quartiers d'intérêt régional (le quartier Beauséjour de Noyon, le quartier des Martinets de Montataire le quartier des Terriers à Pont-Sainte-Maxence et le quartier Saint-Exupéry de Méru) ont été retenus par l'ANRU.

Plusieurs des protocoles de préfiguration des nouveaux projets de rénovation urbaine de quartiers soutenus par l'agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) ont été signés en 2016 en associant les partenaires et en concertation avec les habitants.

Le Péfet de l'Oise a présidé, le 17 mai 2016, le comité local d'engagement partenarial (CLEP) consacré aux quartiers d'intéret régional et a signé avec les partenaires les protocoles des quartiers d'intérêt régional Saint-Exupéry à Méru, Beauséjour à Noyon et des Terriers à Pont-Sainte-Maxence. Les protocoles de préfiguration des quartiers d'intérêt national ont connu également une avancée rapide :

- signature le 1er juillet des protocoles pour les quartiers Saint Lucien et Argentine de Beauvais fin 2016 ;
- validation par le comité d'engagement de l'ANRU du protocole pour les quartiers du Clos des Roses et de la Victoire à Compiègne ;
- présentation en réunion technique partenariale de l'ANRU du protocole commun au quartier des Hauts de Creil et à celui des Martinets à Montataire.

Une dynamique de réhabilitation du parc de logements privés soutenue

Pour l'année 2016, hors les territoires de la communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) et de l'agglomération de la région de Compiègne (ARC), délégataires des aides à la pierre sur leurs territoires respectifs, le nombre de logements ayant bénéficié d'une subvention de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) est de 477, nombre supérieur aux 402 logements agréés en 2015. La campagne de communication nationale en faveur du programme « Habiter mieux » porté par l'agence nationale d'amélioration de l'habitat l'ANAH devrait davantage développer les sollicitations autour de l'amélioration des logements privés des personnes modestes, propriétaires occupants et locataires.

Une production continue de logements locatifs sociaux

Au sein de la nouvelle région Hauts-de-France, les dynamiques de développement du logement locatif social sont restées vives en 2016 dans l'Oise. L'objectif validé par le nouveau comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) a été de 1129 logements pour l'Oise, soit 23 % de plus que le nombre de logements financés en 2015. Cet objectif a pratiquement été atteint puisque ce sont 1105 logements nouveaux qui viendront renforcer le parc actuel de logements publics.

Installation de la première conférence intercommunale de logement à la CAB (communauté d'agglomération du Beauvaisis)

Didier Martin, Préfet de l'Oise et Caroline Cayeux, Sénatrice-Maire et Présidente de la CAB, ont installé le 16 décembre 2016 la conférence intercommunale de logement (CIL). Il s'agit d'une instance créée conformément à la loi ALUR de 2014 et chargée de mettre en adéquation les demandes de logement et l'information des demandeurs avec la politique de l'offre. L'objectif est d'une part de garantir la transparence dans les modalités d'attribution des logements, et d'autre part de favoriser la mixité sociale dans et en dehors des quartiers politique de la ville, à l'échelle de l'agglomération et non plus seulement de sa ville-centre. ■

➔ LES CHIFFRES DU PREMIER PROGRAMME NATIONAL DE RÉNOVATION URBAINE (PNRU)

Opération de renouvellement urbain achevée en 2016	Année de lancement	Budget global de travaux (en millions d'€)	Aides de l'agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) – (en millions d'€ puis en %)
Nogent sur Oise – Les Rochers	2004	35,7	17,1 (48%)
Beauvais – Saint Jean	2007	110,9	31,5 (28%)
Noyon – Mont Saint Siméon	2008	31,1	8,4 (27%)

PROTÉGER ET VALORISER LES TERRITOIRES

Dépollution de la péniche « La Toison d'Or »

La péniche La Toison d'Or, abandonnée sur les bords de l'Oise à Thourotte, contenait à son bord plusieurs tonnes d'hydrocabrures en futs et en vrac. Elle menacait de sombrer en libérant ces produits dans la rivière « Oise ». Cette situation a nécessité une dépollution rapide, incompatible avec les procédures administratives classiques. C'est pourquoi suite à la procédure engagée par la DREAL (direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), l'urgence impérieuse a été retenue afin de permettre une intervention dans les plus brefs délais. Dans ce cadre et sous l'égide du Sous-préfet de Compiègne, les travaux de dépollution ont commencé mi-octobre et se sont achevés le 22 décembre. Après sa dépollution, la péniche fera l'objet d'un transfert de propriété à l'établissement public Voies Navigables de France (VNF) en vue de sa destruction.

Préservation des richesses environnementales du département.

L'année 2016 a été marquée par un nouveau dynamisme de gestion des dix-sept sites Natura 2000 que compte le département. Des animateurs sont chargés de valoriser le patrimoine exceptionnel des sites et les quatre contrats signés sur l'année 2016 permettront la mise en œuvre d'actions concrètes en faveur de la protection des milieux.

La qualité des milieux aquatiques est aussi un sujet d'attention avec 81 dossiers reçus au titre de la loi sur l'eau. La cartographie des cours d'eau, couvrant aujourd'hui 54% du territoire, a fait l'objet de six journées de terrain avec les partenaires concernés, l'objectif étant d'achever cette cartographie fin 2017.

Les milieux aquatiques

Trois schémas d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) sont en cours d'émergence, sur les bassins de la Brèche, du Thérain et de l'Oise moyenne, en déclinaison territoriale du schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE) du bassin Seine-Normandie piloté par le Préfet de la région Île-de-France, Préfet coordonnateur du bassin. Le SAGE Oise Aronde est, par ailleurs, entré en révision. Plus largement, l'État a contribué aux réflexions préparatoires à la mise en place de la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (dite GEMAPI), qui, confiée aux communautés de communes et d'agglomérations, devra être exercée a échelle hydrographique adaptée et cohérente avec le périmètre des SAGE.

Dynamisation de la démarche de protection des captages

La protection réglementaire de la ressource en eau destinée à la consommation humaine se traduit par la mise en œuvre d'actions destinées à lutter contre les pollutions diffuses sur un périmètre d'aire d'alimentation d'un captage (AAC) qui correspond à la superficie du sol alimentant la nappe ou la rivière sollicitée par des points de captage.

En 2016, le Préfet de l'Oise a pris 5 arrêtés préfectoraux délimitant des AAC et fixant le programme d'actions à conduire sur les 9 captages dits « Grenelle » que compte l'Oise.

Afin de faire progresser dans l'Oise la démarche de protection des captages prioritaires, une demi-journée d'information et de retour d'expérience autour d'actions exemplaires a été organisée par la direction départementale des territoires (DDT) et l'agence de l'eau Seine-Normandie le 29 novembre 2016 à l'attention des collectivités concernées par une aire d'alimentation de captage à enjeux.

Préservation des milieux aquatiques

Visite des marais de Sacy

À l'invitation d'Alain Coullaré, Maire de Monceaux et Président du syndicat mixte des Marais de Sacy, Didier Martin, Préfet de l'Oise, a visité le mardi 30 août 2016 les marais de Sacy. Ces marais sont constitués par des propriétés communales louées à des particuliers ou associations de chasse, des propriétés privées et des propriétés acquises par le Conseil général dans le cadre des politiques en faveur des « espaces naturels sensibles ».

Deux expositions majeures organisées dans l'Oise : le Grand Condé de retour à Chantilly et exposition sur le portraitiste Wintherhalter au palais impérial de Compiègne

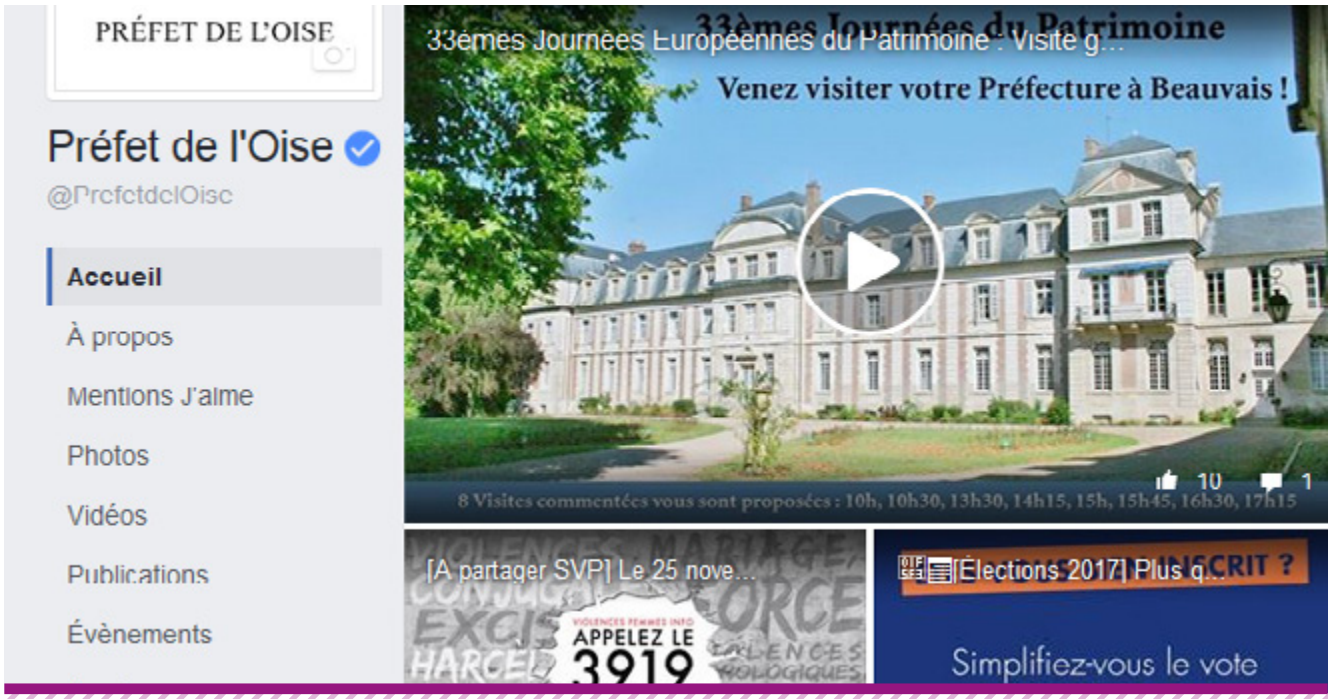
Fête des plantes à Chantilly

Palais impérial de Compiègne

Figure emblématique de l'histoire de Chantilly au même titre qu'Anne de Montmorency ou que le Duc d'Aumale, le Grand Condé a fait l'objet du 5 septembre 2016 au 20 janvier 2017, d'une exposition au jeu de Paume de Chantilly.

Le Palais impérial de Compiègne a réalisé en étroite collaboration avec la réunion des musées nationaux-grand palais, les musées de Freiburg (RFA) et de Houston (EU), une exposition exceptionnelle intitulée : « Winterhalter – Portraits de cour, entre faste et élégance ». ■

MODERNISER L'ACTION PUBLIQUE



- 21 établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre
- 688 communes
- 4 arrondissements : Beauvais, Clermont, Compiègne et Senlis
- 12.000 abonnés sur le compte Facebook et 2.500 abonnés sur le compte Twitter de la préfecture

SIMPLIFIER LA CARTE TERRITORIALE

Déplacement dans l'Oise de Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France, Préfet du Nord

Michel Lalande, nouveau Préfet de la région Hauts-de-France, Préfet du Nord, s'est rendu, le 4 juillet 2016, dans le département de l'Oise pour visiter l'entreprise AGCO Massey Fergusson à Beauvais avant de rencontrer les parlementaires et les élus des principales villes du département.

Dans le nouveau cadre de la région des Hauts-de-France, créée le 1er janvier 2016 en application de la loi du 16 janvier 2015, ces rencontres sont essentielles à la bonne connaissance des territoires et sont l'occasion de répondre aux besoins de proximité exprimés par les élus. M. Lalande a d'ailleurs souligné que « la réforme territoriale avec l'organisation des nouvelles régions ne doit pas avoir pour conséquence un affaiblissement de l'échelon départemental et infra-départemental. Vous avez la garantie d'un État de proximité ».

Mise en oeuvre du schéma départemental de coopération intercommunale

Dans un objectif de simplification du millefeuille territorial, Didier Martin, Préfet de l'Oise, a signé, le 24 mars 2016, l'arrêté approuvant le nouveau schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) : l'Oise compte depuis le 1er janvier 2017, 21 communautés de communes ou d'agglomération, soit six de moins qu'en 2016, et 306 syndicats, soit onze de moins qu'en 2016.

Ce schéma a été élaboré en coproduction par le Préfet de l'Oise et les membres de la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI), dans un principe de concertation large. Indépendamment de cette démarche, 5 communes ont choisi de se regrouper au 1er janvier 2017 pour former 2 communes nouvelles : Auneuil et la Drenne. Le département compte donc 688 communes au 1er janvier 2017, elles étaient 691 un an auparavant. ■

MODERNISER L'ADMINISTRATION

➔ FINANCES LOCALES ET CONTRÔLE DE LÉGALITÉ – LA DÉMATÉRIALISATION : UNE ÉCHÉANCE MAJEURE À ANTICIPER

Fin 2016, 44,71% des budgets gérés par les comptables publics du département de l'Oise étaient entièrement dématérialisés.

Au 1er janvier 2019, les communes et groupements intercommunaux de plus de 10 000 habitants, les départements et les régions ne pourront plus transmettre aucun papier à leur centre des finances publiques : la chaîne budgétaire et comptable devra être entièrement dématérialisée. Pour préparer cette échéance, les comptables de la direction générale des finances publiques (DGFiP) accompagnent les collectivités locales au quotidien.

La transmission en préfecture ou sous-préfecture des actes des collectivités soumis au contrôle de lgalité est également possible grâce aux applications ACTES et ACTES budgétaires (ACTES signifie « Aide au Contrôle de légaliTé dématErialiSé »). Près de la moitié des collectivités du département bénéficie désormais de ce dispositif précieux pour garantir la sécurité juridique et la rapidité de transmission de leurs actes.

Simplification des procédures :
- gain budgétaire en mutualisant les coûts,
- gain de temps en accélérant le délai de traitement,
- gains de trésorerie pour le monde des entreprises,
- dans un environnement sécurisé.

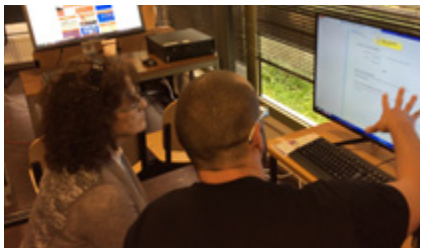
Semaine de l'Innovation Publique : Le Préfet a répondu aux questions des internautes sur Twitter

Lors de la semaine de l'Innovation Publique (14 au 20 novembre), Le Préfet de l'Oise, a répondu aux questions des internautes sur Twitter. Plusieurs autres manifestations pour promouvoir l'innovation au sein du secteur public et dans le cadre du service rendu à l'usager ont été organisées dans l'Oise lors de cette semaine.

Le choc de simplification

Dans le cadre du « choc de simplification » annoncé par le Président de la République, en mars 2013, 170 nouvelles mesures de simplification en faveur du développement économique et de l'emploi, ont été présentées le 3 février 2016. Le 26 octobre 2016, 30 nouvelles mesures ont été annoncées.

La délivrance de titres securisés par la préfecture et les sous-préfectures



En 2016, les services de la préfecture de l'Oise et des sous-préfectures ont procédé à la délivrance de plus de 50 000 cartes nationales d'identité, 15 000 titres de séjour, 32 000 permis de conduire, procédé à plus de 120 000 opérations liées à l'immatriculation des véhicules et traité près de 1 500 demandes de naturalisation.

Par ailleurs, la préfecture s'est engagée dans un proccessus de modernisation des services rendus à l'usager. Certaines démarches relatives à la demande de permis de conduire, de carte nationale d'identité, de passeport et d'immatriculation des véhicules sont désormais disponibles directement sur internet.

La réforme de l'éducation routière

La réforme de l'éducation routière, présentée par le ministre de l'Intérieur en juin 2015, a pour objectif de réduire les délais de passage du permis.

En 2016, cette réforme a notamment porté sur l'externalisation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire (couramment appelée « épreuve du code »). Dans l'Oise, les premiers centres des organismes agréés (La Poste et SGS) ont ouvert début octobre 2016 et offrent environ 32 000 places par an. L'État continue à assurer les épreuves de code non francophones, aménagées, en prison et pour les titres professionnels.

Avec un effectif renforcé en cours d'année par trois nouveaux inspecteurs du permis de conduite et de la sécurité routière, la direction départementale des Territoires (DDT) de l'Oise a pu offrir 23 334 places d'examens pratiques (couramment appelés épreuves de conduite). ■

REJOIGNEZ-NOUS !

Sur le site internet des services de l'Etat dans l'Oise :

www.oise.gouv.fr

Et sur :

@prefetdeIOise

@prefet60

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE